



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités territoriales

Bureau du développement durable

**ARRÊTÉ**  
portant autorisation  
d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent  
SARL IEL 35

(Ploumagoar- Bois de Malaunay)

le Préfet des Côtes d'Armor

**VU** le code de l'environnement, notamment le titre 1er de son livre V ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014 modifiant l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

**VU** la demande présentée en date du 18 mai 2013 par la société IEL Exploitation 35 dont le siège social est à – 41 ter Boulevard Carnot, 22 000 SAINT-BRIEUC - en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 5 aérogénérateurs et un poste de livraison d'une puissance maximale de 10 MW sur la commune de Ploumagoar ;

**VU** les pièces complémentaires attendues déposées les 24 janvier 2014 et 27 septembre 2016 ;

**VU** l'avis de l'autorité environnementale en date du 2 mai 2014 ;

**VU** le mémoire en réponse à l'avis de l'autorité environnementale déposé en janvier 2017 ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés : Direction de la Circulation Aérienne Militaire (16 décembre 2011), DGAC (16 janvier 2012), DDTM (22 décembre 2016), DRAC (21 janvier 2012), l'ARS (13 mars 2014) ;

**VU** le registre d'enquête et le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Bourbriac, Le Mezer, Pabu, Plésidy, Ploumagoar, Saint-Agathon, Saint-Jean-Kerdaniel, Saint-Pever, Saint-Adrien, Coadout, Plouagat, Goudelin, Bringolo, Pommerit-le-Vicompte, Lanrodec, Grâce, Guingamp ;

**VU** le mémoire en réponse aux observations recueillies lors de l'enquête publique déposé le 2 août 2017 ;

**VU** le rapport du 23 mars 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en date du 6 avril 2018 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 26 avril 2018

**VU** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur par courrier du 7 mai 2018 ;



**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2014 modifiant l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

**CONSIDÉRANT** les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-11 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'implantation des éoliennes à plus de 500 m des zones destinées à l'habitation ;

**CONSIDÉRANT** l'impact de l'éolienne E1 sur une zone humide ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se trouve dans le périmètre du SAGE Argoat-Trégor-Goëlo, approuvé le 21 avril 2017 et que son règlement qui interdit l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation ou le remblai des zones humides n'est pas applicable aux dossiers ICPE déclarés recevables avant la date de publication de l'arrêté approuvant le SAGE. Le dossier de la société IEL a été déclaré recevable le 24 janvier 2014.

**CONSIDÉRANT** la disposition 8B1 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, approuvé le 18 novembre 2015, qui prévoit qu'à défaut de réunir les trois critères de compensation (équivalence sur le plan fonctionnel, équivalence sur le plan de la qualité de la biodiversité et dans le bassin versant de la masse d'eau), « *la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité* ».

**CONSIDÉRANT** la mise en place d'un plan de gestion acoustique spécifique afin de respecter les émergences acoustiques notamment en période nocturne ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de l'exploitant de réaliser une campagne de mesure de bruit lors de la mise en service afin de vérifier la conformité des éoliennes avec la réglementation et prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires à prévenir et réduire les nuisances sonores ;

**CONSIDÉRANT** les impacts forts à modérés sur les chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'imposer des mesures spécifiques à l'exploitant en termes de protection des chiroptères, notamment l'arrêt des aérogénérateurs à certaines périodes de l'année, la nuit et selon certaines plages de vent, afin de prévenir les risques de collisions ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement du pétitionnaire de mettre en place un protocole de suivi de mortalité et d'activité de l'avifaune et des chiroptères conformément aux recommandations du protocole national de novembre 2015 ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement du pétitionnaire de mettre en place ces suivis dès la première année de fonctionnement du parc sur une période de 3 ans puis avec une périodicité de 5 ans ;

**CONSIDÉRANT** les avis favorables de 14 communes sur les 17 communes consultées (2 n'ont pas délibéré, 1 a donné un avis défavorable) ;

**CONSIDÉRANT** l'avis défavorable du commissaire enquêteur ;

**CONSIDÉRANT** la délibération du conseil communautaire de Guingamp-Paimpol Armor-Argoat Agglomération (GP3A) en date du 19 décembre 2017 valant mise en compatibilité du PLU de la commune de Ploumagoar ;

**CONSIDÉRANT** les évolutions apportées par le pétitionnaire, dans ses compléments du 11 janvier 2018, notamment la suppression de deux éoliennes au regard de l'incompatibilité partielle du Plan Local d'Urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** les trois permis de construire délivrés le 23 janvier 2019 ;



**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

## ARRÊTE

### Article 1er - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société IEL Exploitation 35 dont le siège social est situé 41 ter Boulevard Carnot, 22 000 SAINT-BRIEUC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et par le présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de PLOUMAGOAR, les installations détaillées dans les articles 2 et 3.

### Article 2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs, comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nombre maximum d'éoliennes : 3</li><li>• Hauteur maximale des mâts :<ul style="list-style-type: none"><li>mât hors nacelle : 105 m</li><li>mât + pâles : 150 m</li></ul></li><li>• Puissance unitaire maximale : 2 MW</li><li>• Puissance totale maximale du parc : 6 MW</li><li>• Modèle : VESTAS V90</li></ul>	<b>A</b>  <b>(6 km)</b>

A : installation soumise à autorisation

### Article 3 - Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles
	X	Y			
Aérogénérateur n°1	253 047	6 844 953	Ploumagoar	Bois de Malaunay	OC 181
Aérogénérateur n°2	252 982	6 844 475	Ploumagoar	Bois de Malaunay	OC 227
Aérogénérateur n°3	252 930	6 844 019	Ploumagoar	Bois de Malaunay	OC 291
Poste de livraison	253 050	6 844 997	Ploumagoar	Bois de Malaunay	OC 181

#### **Article 4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

#### **Article 5 – Déclaration de démarrage des travaux**

La Société IEL Exploitation 35 informera le Préfet des Côtes-d'Armor, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Défense du **démarrage des travaux au moins un mois à l'avance**.

Les dates de début et de fin de travaux, l'altitude au pied et au sommet de chaque aérogénérateur ainsi que la position géographique exacte devront être communiquées à chaque service.

#### **Article 6 – Archéologie**

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.531-14 à L.531-16 du code du patrimoine, le pétitionnaire devra signaler toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux auprès du service Régional de l'archéologie de la DRAC.

#### **Article 7 - Montant des garanties financières**

L'exploitant doit constituer et adresser au Préfet, le document attestant de la constitution des garanties financières avant la mise en service des aérogénérateurs, en application de l'annexe I de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R.553-1 à R.553-4 du code de l'environnement par la Société IEL Exploitation 35, s'élève donc à :

$$M(\text{année } n) = M \times (\text{Index } n / \text{Index } 0 \times (1 + \text{TVA}) / (1 + \text{TVA } 0))$$
$$\text{Où } M = Y \times C_u = 3 \times 50\,000 = \mathbf{150\,000 \text{ Euros}}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

- M (année n) : montant exigible à l'année n
- Y : nombre d'éoliennes
- $C_u$  : coût unitaire forfaitaire correspondant au démantèlement d'une unité, à la remise en état des terrains, à l'élimination ou à la valorisation des déchets générés. Ce coût est fixé à 50 000 Euros
- Index n : indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie
- Index 0 : indice TP01 en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011 soit 667,7
- TVA : taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie
- TVA 0 : taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 1<sup>er</sup> janvier 2011

L'exploitant réactualise tous les cinq ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent modifié par l'arrêté du 6 novembre 2014.

#### **Article 8 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité et paysage)**



### *I.- Protection des chiroptères /avifaune*

- Un mode de fonctionnement spécifique est mis en place, dès la mise en service de l'installation : les **éoliennes sont arrêtées du 15 avril au 31 octobre**, toute la nuit soit une demi-heure avant le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure après le lever du soleil, pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 6 m/s au moyeu de l'éolienne, des températures supérieures à 10°C et en absence de pluie significative.
- **Suivi de mortalités** : un **suivi de la mortalité directe (avifaune et chiroptères)** (couplé au suivi d'activité) sera réalisé : une recherche au **minimum hebdomadaire** des cadavres de chauves-souris et d'oiseaux sera réalisée sous les 3 éoliennes **sur une période de trois ans dès la première année de mise en exploitation**. Après les trois années de suivi, un suivi sera réalisé tous les 5 ans.
- **Suivi d'activité** : un **suivi de la fréquentation** du site (**avifaune et chiroptères**) sera réalisé : il sera réalisé sur les trois années suivant la mise en exploitation du parc afin d'évaluer l'acclimatation des populations des différentes espèces et également la relation avec la gestion sylvicole avec les espèces.

Le projet se situant en forêt, le suivi d'activité sera réalisé au sol **et** en altitude, à hauteur de nacelle.

Le suivi d'activité **au sol** devra être réalisé sur un nombre suffisant de sorties (au moins 12) couvrant les 3 périodes (printemps, été, automne) du cycle d'activité des chiroptères.

Concernant le suivi d'activité **en altitude**, au moins 2 points de suivi en continu et à hauteur de nacelle devront être exploités sur l'ensemble de la période d'activité des chiroptères.

- Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'inspection des installations classées.
- Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

### *II.- Protection du paysage*

- Les raccordements électriques entre les éoliennes seront enterrés.
- Le poste de livraison sera de couleur neutre
- Le balisage diurne et nocturne est synchronisé sur l'heure UTC au sein du parc éolien

### *III. Mesures compensatoires liées aux enjeux environnementaux*

L'exploitant respectera les mesures compensatoires prévues dans son dossier.

#### **Défrichement**

- Afin de compenser les arbres coupés au droit des plateformes, une replantation pour une surface de 1,2450 ha sera réalisé conformément à l'arrêté préfectoral autorisant le défrichement en date du 18 juillet 2018.
- Ces plantations se situeront sur des parcelles du GFR de Keravel, à Bulat-Pestivien (22) (parcelles Section E n°220 – 221 – 222 et 227). L'essence plantée proposée est l'épicéa de sitka (100 % à la densité 3x2, 1 600 tiges/ha).

#### **Zone humide**

- Afin de compenser la destruction de 2 300 m<sup>2</sup> de zone humide, une compensation de 2 300 m<sup>2</sup> est réalisée par l'exploitant : amender les fonctions d'une zone humide existante et dégradée près de l'emplacement de l'éolienne E2.

- Si le suivi de la compensation, réalisé par l'exploitant, démontre que les critères du la mesure 8B-1 du SDAGE 2016-2021 ne sont pas atteints alors une compensation à hauteur de 200 % sera réalisée sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.
- **Faune (autre qu'avifaune et chiroptères)**
  - Afin de réaliser une plus-value en termes de biodiversité en faveur des espèces inféodées aux mares, des mesures compensatoires et d'accompagnement seront réalisées : restauration d'une mare située au Sud de la forêt de Malaunay.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les documents attestant du suivi des mesures spécifiques définies au présent article 8.

## **Article 9 - Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

Durant la phase de chantier, l'exploitant doit mettre en place les engagements pris dans son dossier.

- **Sols, sous-sols, eaux :**
  - Une étude géotechnique sera réalisée avant le chantier.
  - Les entreprises intervenantes devront respecter les règles de bonne pratique rappelées dans les recommandations de l'étude d'impact. Elles devront être équipées de kits anti-pollution afin de limiter l'extension d'une éventuelle pollution.
  - Afin d'éviter les lessivages et d'éventuelles pollutions vers les milieux récepteurs, les terres excavées seront bâchées et des merlons seront mis en place en périphérie des aires de levages.
- **Habitats naturels et flore – Evolution des engins**
  - Les zones d'évolution des engins seront matérialisées (rubalise, barrières de non-franchissement, piquetage) afin de limiter la dégradation des milieux naturels.
- **Faune et zones humides**
  - Les travaux de terrassement et de coulage des fondations seront réalisés en dehors des périodes de reproduction (mars à juillet) soit entre septembre et mars, exceptés ceux en zones humides qui devront être réalisés entre juillet et septembre, en période d'étiage hydrologique.
  - Les zones d'évolution des engins seront matérialisées (rubalise) afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux.
  - La vitesse de progression sera définie afin de laisser le temps aux espèces mobiles d'évacuer la zone.

## **Article 10 - Autres mesures de suppression, réduction et compensation**

- **Acoustique :** L'exploitant établit un **plan de gestion acoustique** permettant de s'assurer du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé (notamment pour la **période nocturne**, soit de 22 h à 7h). Ce plan de gestion acoustique est vérifié sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc, selon les modalités décrites dans l'article 10 du présent arrêté.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ce plan de gestion acoustique. À ce titre, il doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées, les enregistrements des conditions de fonctionnement du parc éolien pour chaque aérogénérateur (date et heure, vitesse mesurée au niveau de l'anémomètre de chaque aérogénérateur, état des aérogénérateurs).

En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence réglementées, le plan de gestion acoustique sera révisé.

- **Radiodiffusion - Télévision :** Sans préjudice des dispositions du code de la construction et de l'habitation, en cas de dégradation de la **réception de la radiodiffusion ou de la télévision** liée au fonctionnement des aérogénérateurs, l'exploitant met en œuvre des actions correctives de manière à



assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage, soit au cas par cas, soit de manière générale pour les secteurs concernés par ces interférences. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement des installations mises en œuvre jusqu'au démantèlement des aérogénérateurs.

- **Servitudes aéronautiques :** Lors de l'achèvement des travaux et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre interviendra sur le site permettant de valider l'altimétrie des 3 aérogénérateurs.
- **Balisage** Les éoliennes seront équipées d'un balisage lumineux (diurne et nocturne) conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 13 novembre 2009 relatif au balisage des éoliennes).  
Le balisage sera synchronisé à l'échelle du parc et avec les éoliennes existantes.
- **Ombres portées :** Si une gêne due au phénomène stroboscopique lié à la rotation des pâles est constatée, les éoliennes en cause de ce phénomène sont arrêtées pendant la période de manifestation de ce phénomène.
- **Information et écoute des riverains :** L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne (acoustique, lumineuse...) exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision,...).

#### **Article 11 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, au siège de la société durant 5 années au minimum. En cas d'inspection, ce dossier doit être présent sur le site.

#### **Article 12- Auto surveillance**

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité le programme d'auto surveillance complémentaire défini au présent article.

##### ***I - Auto surveillance des niveaux sonores***

- Afin de vérifier le respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées susvisé, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être effectuée, en période de jour et de nuit, sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
- Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des lieux-dits suivants : « Malaunay », « Louch Vian », « Kerbescont », « La Sapinière », « Beaupré », « Kériou », « La Ville Neuve » (2 points), « Parc Corn », « Kerbouillon », « Rumorvezen », « Palais Romain », « Kerleino » (Sud, Ouest et Nord), « Lautrémen/Plougasnou », « Toul Al Hoat ».



Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté d'autorisation ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

La campagne de mesures tient compte des éléments suivants :

- Mesures diurnes et nocturnes,
- Prise en compte des conditions météorologiques.

### **Article 13 - Actions correctives**

- L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 10, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme, il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées. Il réalise un nouveau contrôle si la situation persiste. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
- En cas de dépassement des **valeurs limites d'émergence sonore réglementées**, l'exploitant doit mettre en place des mesures compensatoires (bridages, coupures temporaires...). Celles-ci feront l'objet d'une nouvelle campagne de mesures dans un délai de six mois.
- Les résultats des mesures sont inscrits dans un registre et tenus à la disposition à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

### **Article 14 - Délais et voies de recours**

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la cour administrative d'appel de juridiction administrative territorialement compétente (CAA de Nantes, 2, place de l'Edit de Nantes B.P. 18529 44185 Nantes Cedex 4).

La Cour administrative d'appel de Nantes peut également être saisie d'une requête déposée sur l'application "Télérecours citoyen" accessible à partir du site web [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le département où elle a été délivrée, pendant une durée minimale de quatre mois, prévue au 4° du même article.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 15 – Publicité**

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement , en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera notifiée à la mairie de PLOUMAGOAR et pourra y être consultée ;



2° Ce même arrêté sera affiché à la mairie de PLOUMAGOAR pendant une durée minimum d'un mois ;  
procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Une copie dudit arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir :  
BOURBRIAC, LE MEZER, PABU, PLÉSIDY, SAINT-AGATHON, SAINT-JEAN-KERDANIEL, SAINT-PEVER, SAINT-ADRIEN, COADOUT, PLOUAGAT, GOUDELIN, BRINGOLO, POMMERIT-LE-VICOMTE, LANRODEC, GRÂCES, GUINGAMP.

4° L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

5° L'arrêté sera également publié au recueil des actes administratifs.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 16 - Exécution**

La Secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Le directeur départemental des territoires et de la mer, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de PLOUMAGOAR et au bénéficiaire de l'autorisation, la société IEL Exploitation 35.

Saint-Brieuc le

**- 5 FEV. 2019**

Pour le préfet et par délégation

la secrétaire générale

  
Béatrice OBARA

